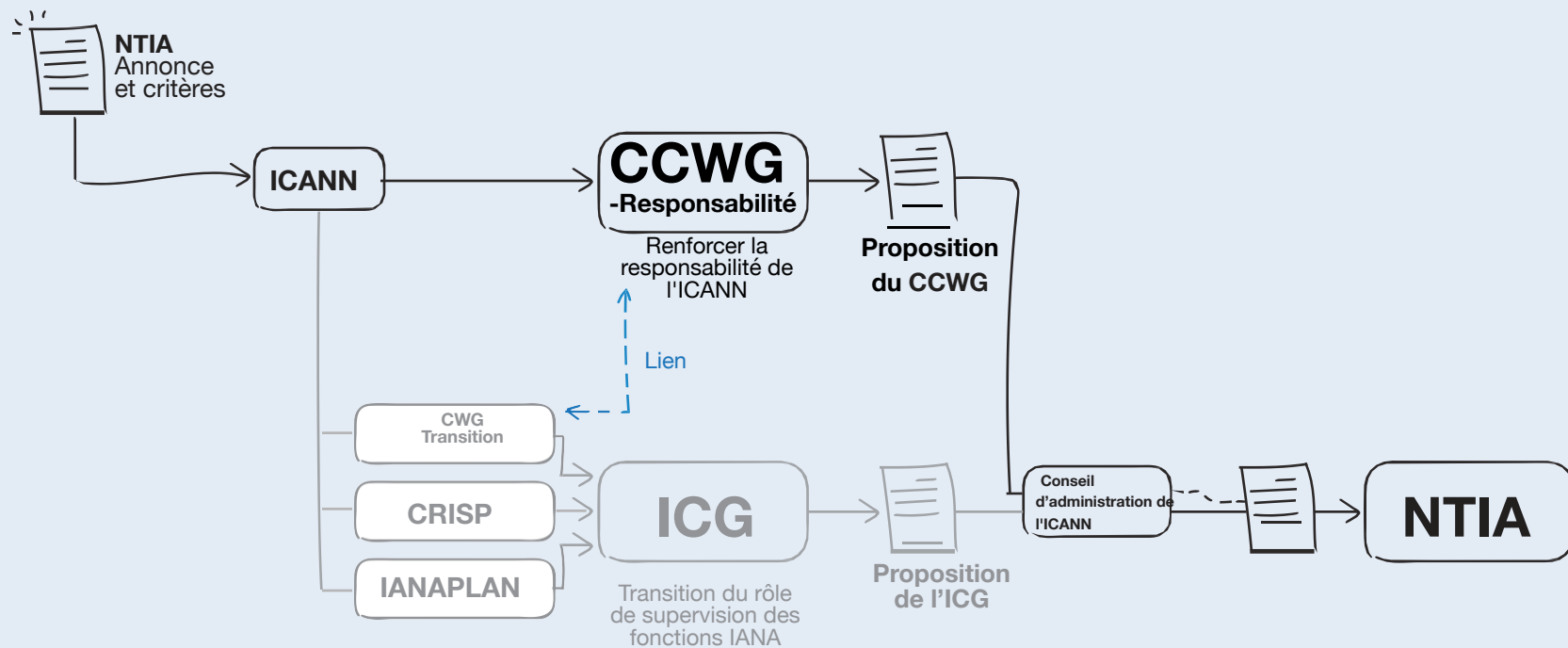


Vision globale



Remarque : les informations de cette page sont mentionnées seulement à titre illustratif. Elles ne sont pas censées être exhaustives.

Objectif et portée du groupe

Objectif

Le CCWG-Responsabilité est censé mettre au point des propositions pour améliorer la responsabilité de l'ICANN à l'égard de toutes les parties prenantes.

Le CCWG-Responsabilité permettra d'identifier les mécanismes qui doivent être en place ou commis avant la transition de la supervision de l'IANA à la lumière du changement de la relation contractuelle historique avec le gouvernement des États Unis (piste de travail 1) et les mécanismes pour lesquels un calendrier de mise en œuvre peut s'étendre au-delà la transition de la supervision de l'IANA (piste de travail 2).

Portée

Piste de travail 1 :

focalisée sur des mécanismes d'amélioration de la responsabilité de l'ICANN dont la mise en place doit s'aligner sur les délais établis pour la transition du rôle de supervision des fonctions IANA

Piste de travail 2 :

centrée sur le traitement des sujets concernant la reddition de comptes pour lesquels le calendrier d'élaboration de solutions et de mise en œuvre intégrale peut se prolonger au-delà de la transition de la supervision de l'IANA

La responsabilité de l'ICANN vise à donner à la communauté les pouvoirs suffisants dans la piste de travail 1 pour que le Conseil et la direction ne puissent pas bloquer la mise en œuvre des éléments de la piste de travail 2.

Afin de faciliter l'évaluation et l'adoption de ses propositions, le CCWG-Responsabilité devrait fournir une description détaillée sur la façon dont ses propositions fourniraient un niveau adéquat de résistance aux contingences (« exercices de simulation de crises »), dans le cadre de chaque piste de travail.

Le CCWG-Responsabilité allouera des questions aux pistes de travail 1 et 2. Certaines questions peuvent enjamber sur les deux pistes de travail.

Calendrier / Progrès

Participation

26

membres

154

participants

75

appels /
réunions

4 026

échanges de la liste
de diffusion

4 350

heures de travail

2014

2015

OCT

NOV

DÉC

JAN

FÉV

MARS

AVRIL

Développement de la charte
et Approbation des SO/AC

Réunions
initiales /
Définir les
axes de
travail

Axe de travail 1

Axe de travail 2

Axe de travail 3

Axe de travail 4

WS1

WP1 - Renforcement du pouvoir

WP2 - Révision et recours

WP3 - Exercices de simulation de crises

Équipe de la
sécurité juridique

Participation
juridique

Préparer la proposition préliminaire - WS1

ICANN 51

Frankfurt

ICANN 52

Istanbul

À
distance

Quatre éléments fondamentaux



Communauté dotée du pouvoir d'agir

Se réfère aux pouvoirs qui permettent à la communauté, c'est-à-dire aux gens, de prendre des mesures si l'ICANN agissait contrairement aux principes.



Conseil d'administration de l'ICANN

Représente l'entité exécutive contre laquelle la communauté peut agir, le cas échéant.



Les principes forment la mission

Garanties et valeurs principales de l'organisation c'est à dire la Constitution.



Mécanismes de révision indépendante

c'est-à-dire le système judiciaire qui confère le pouvoir d'examiner et d'offrir une réparation, si nécessaire.

Statuts constitutifs fondamentaux

Que sont les statuts constitutifs fondamentaux ?

Les statuts constitutifs de l'ICANN peuvent généralement être modifiés par résolution du Conseil d'administration. Le Conseil peut modifier les statuts avec une majorité des deux tiers. Un statut fondamental serait un statut de l'ICANN étant plus difficile à changer que d'autres.

Pourquoi sont-ils importants ? À quoi servent-ils ?

Les propositions du CCWG-Responsabilité incluent la révision des statuts constitutifs de l'ICANN afin d'établir un ensemble de statuts fondamentaux qui détiennent des protections spéciales et ne puissent être modifiés que sur la base d'une autorisation préalable de la communauté. Le CCWG-Responsabilité recommande que les éléments suivants possèdent le statut de « statuts fondamentaux » :

- la mission, engagements et valeurs fondamentales
- le processus de révision indépendante
- le pouvoir de veto sur les changements des statuts non fondamentaux et l'approbation des modifications aux statuts constitutifs fondamentaux
- toute révision exigée par le CWG-Supervision (par ex. la révision des fonctions IANA)
- les nouveaux pouvoirs de la communauté comme rappel du Conseil d'administration

Communauté dotée du pouvoir d'agir

Quels sont les pouvoirs de la communauté ?

Le CCWG-Responsabilité recommande de donner à la communauté cinq (5) pouvoirs différents.

1. Reconsidérer/rejeter le budget ou les plans opérationnels/stratégiques
2. Reconsidérer/rejeter les modifications apportées aux statuts constitutifs « standard » de l'ICANN
3. Approuver les modifications aux statuts constitutifs « fondamentaux »
4. Destituer les administrateurs individuels de l'ICANN
5. Rappeler l'ensemble du Conseil d'administration de l'ICANN

Pourquoi sont-ils importants ?

L'avis juridique initial a indiqué que l'ensemble des pouvoirs proposés dans ce rapport peuvent être réservés à la communauté multipartite de l'ICANN. Plus précisément il y a des approches que nous pouvons adopter au sein de l'ICANN pour rendre ces pouvoirs légalement disponibles et applicables.

En guise de commentaire global, le CCWG-Responsabilité est en grande partie d'accord sur ce qui suit :

être aussi modérés que possible dans le degré des changements structurels ou organisationnels requis au sein de l'ICANN pour créer le mécanisme pour ces pouvoirs.

organiser le mécanisme dans le même sens que la communauté – c'est-à-dire, en ligne et compatible avec les structures actuelles des SO / AC / SG (sans le rendre impossible à modifier à l'avenir).

Quelles sont les conclusions clés ?

La tâche du CCWG est de fournir une architecture de reddition de comptes qui remplace la relation historique avec le gouvernement des États Unis.

Avec les pouvoirs octroyés à la communauté et les modifications apportées aux statuts constitutifs de l'ICANN, la communauté est en mesure d'exercer son influence et de contrôler l'ICANN.

Quel mécanisme juridique peut être utilisé pour que la communauté dotée de pouvoirs devienne opérationnelle ?

CP1 Reconsidérer/rejeter le budget ou les plans opérationnels/stratégiques

Description

Ce pouvoir donnerait à la communauté la possibilité d'examiner les plans stratégique/ opérationnel et les budgets après leur approbation par le Conseil d'administration (mais avant leur entrée en vigueur) et les rejeter.

Qui peut initier une pétition ?

Le processus communautaire ascendant serait en mesure de soulever la question, et le processus de pétition serait initié par une organisation de soutien (SO) ou un comité consultatif (AC).

Pour quelles raisons ils peuvent initier une pétition ?

La communauté peut rejeter des décisions du Conseil d'administration relatives au plan stratégique et au budget aux cas où le Conseil d'administration n'aurait pas dûment pris en considération l'avis de la communauté.

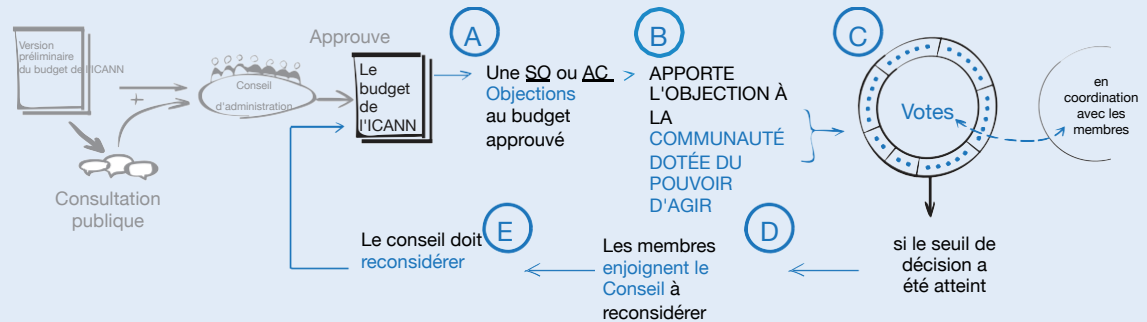
Ce qui est requis pour initier une pétition

Les délais devraient être inclus dans le processus de planification et de budgétisation pour s'assurer qu'un seul rejet ne perturbe pas indûment le processus de planification et de budgétisation.

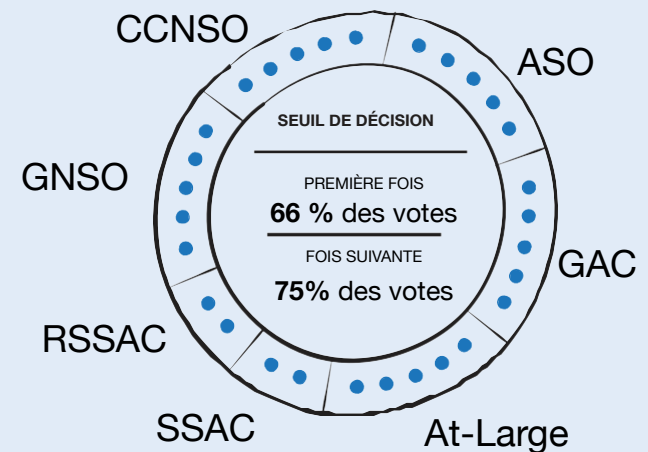
Limites établies pour éviter les abus

Un processus de réexamen n'autorise pas la communauté de réécrire le budget. Pour éviter un cycle de blocage, un plan ou un budget ne pourront pas être renvoyés avec les nouvelles questions soulevées, mais la communauté peut rejeter une version ultérieure si les révisions du Conseil ne sont pas acceptées.

Principe de fonctionnement



Vote de l'ensemble de la communauté en coordination avec les membres



CP2 Reconsidérer/rejeter les modifications apportées aux statuts constitutifs de l'ICANN

Description

Ce pouvoir donnerait à la communauté la possibilité de rejeter les modifications proposées aux statuts constitutifs après leur approbation par le Conseil d'administration mais avant leur entrée en vigueur.

Qui peut initier une pétition ?

Le processus communautaire ascendant serait en mesure de soulever la question, et le processus de pétition serait initié par une organisation de soutien (SO) ou un comité consultatif (AC).

Pour quelles raisons peuvent-ils initier une pétition ?

Ceci aurait lieu très probablement lorsqu'un changement proposé a altéré la mission, les engagements et les valeurs fondamentales, ou a eu un impact négatif sur la capacité de l'ICANN pour accomplir son but suivant l'opinion de la Communauté, mais serait disponible en réponse à tout changement proposé aux statuts constitutifs.

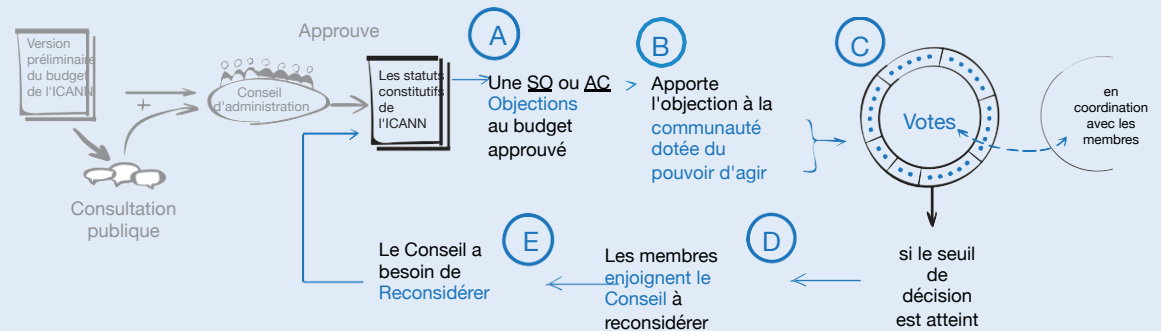
Ce qui est requis pour initier une pétition

L'exercice du pouvoir serait inclus dans le processus d'adoption des statuts constitutifs (probablement une fenêtre de deux semaines suite à l'approbation du Conseil d'administration). La réponse du Conseil d'administration devrait être de tenir compte de la rétroaction, faire des ajustements, et proposer une nouvelle série d'amendements aux statuts constitutifs.

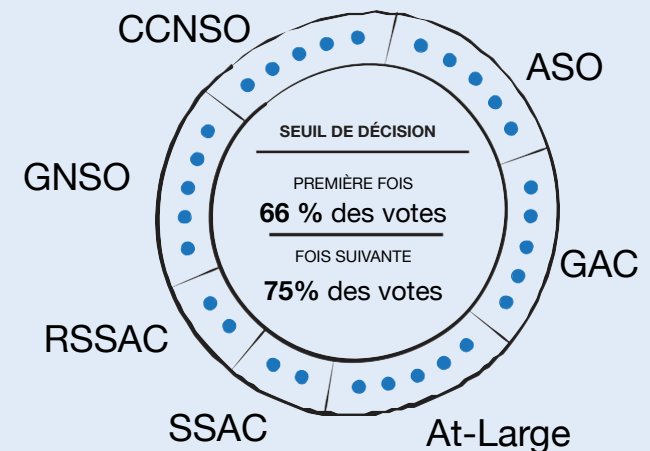
Limites établies pour éviter les abus

Ce pouvoir n'autorise pas la communauté à réécrire une modification proposée aux statuts : c'est un processus de rejet, la communauté n'est pas heureuse de la signalisation. Pas de limite au nombre de fois qu'une proposition de modification peut être rejetée, mais le seuil est une manière de limiter les possibilités d'abuser de ce pouvoir.

Principe de fonctionnement



Vote de l'ensemble de la communauté en coordination avec les membres



CP3 Approuver les modifications aux statuts constitutifs « fondamentaux »

Description

Ce pouvoir devrait faire partie du processus énoncé pour accepter les modifications aux statuts « fondamentaux ». Il exige que la communauté donne son avis conforme à tout changement, un processus de co-décision entre le Conseil et la communauté.

Qui peut initier une pétition ?

Aucune pétition, un processus de la communauté et du Conseil d'administration. Le Conseil peut proposer d'ajouter ou de supprimer un statut constitutif fondamental. Ce processus exige un degré élevé de soutien de la communauté.

Pour quelles raisons peuvent-ils initier une pétition ?

Afin de protéger les dispositions des statuts, la communauté considère essentiel qu'un processus automatique soit déclenché chaque fois que le processus d'ajouter ou de retirer un règlement fondamental est proposé.

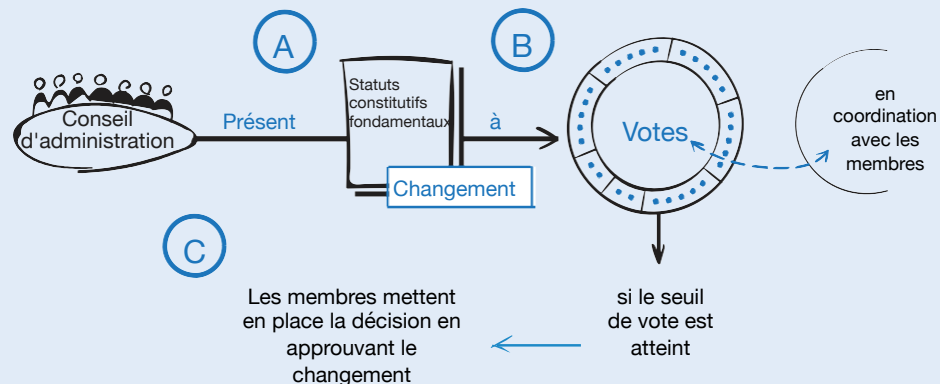
Ce qui est requis pour initier une pétition

Les délais devraient être inclus dans le processus de planification et de budgétisation pour s'assurer qu'un seul rejet ne perturbe pas indûment le processus de planification et de budgétisation.

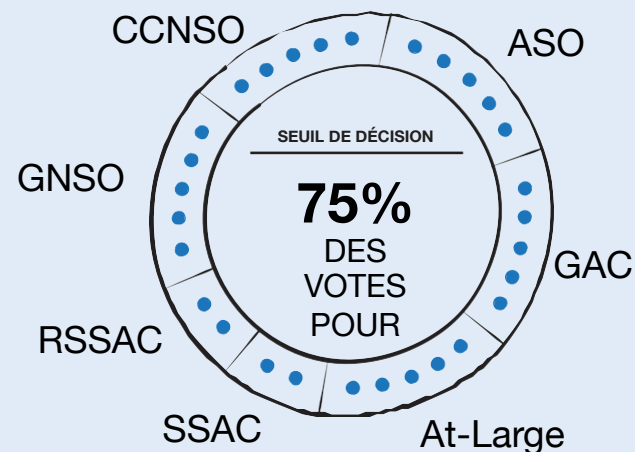
Limites établies pour éviter les abus

N/D

Principe de fonctionnement



Vote de l'ensemble de la communauté en coordination avec les membres



CP4a Destituer les membres individuels du Conseil (SO / AC)

Description

L'organisation de la communauté ayant nommé un administrateur donné pourrait mettre fin à son mandat et déclencher un nouveau processus de nomination. L'approche générale, conforme à la loi, est que l'organisme qui nomme est le même qui destitue.

Qui peut initier une pétition ?

Chaque organisation communautaire qui nomme un administrateur donné peut mettre fin à son service avant l'expiration du mandat et déclencher un nouveau processus de nomination.

Pour les sept administrateurs nommés par les trois SO ou par la communauté At-Large (ou par des subdivisions de ces organisations, par exemple au sein de la GNSO), un processus mené par l'organisme de nomination ou la subdivision conduirait à la destitution de l'administrateur.

Pour quelles raisons peuvent-ils initier une pétition ?

Les motifs pour initier un processus de retrait appartiennent à l'organisation qui a nommé l'administrateur ; les seuils de vote sont à déterminer par chaque groupe.

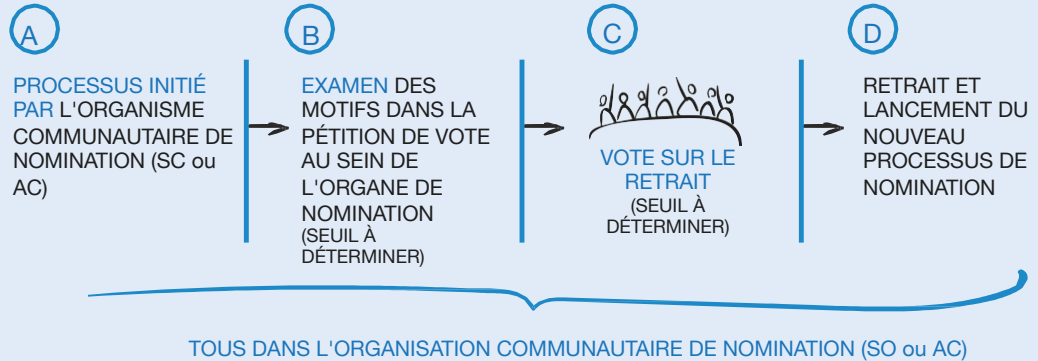
Ce qui est requis pour initier une pétition

Les organisations de nomination devraient établir leurs propres processus et des seuils de vote pour la destitution.

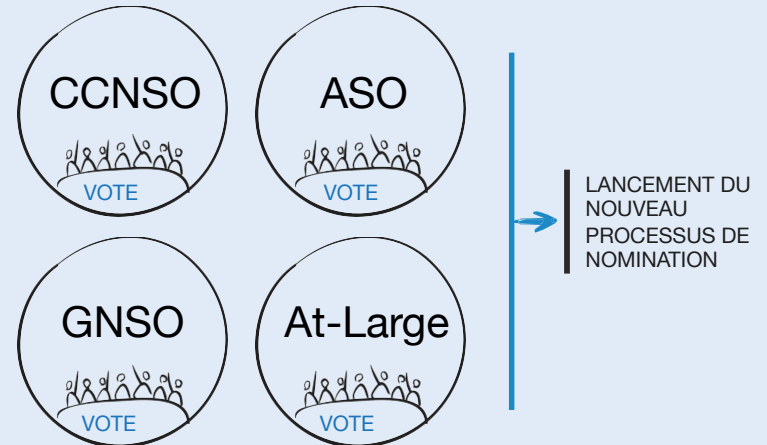
Limites établies pour éviter les abus

Les membres des SO/AC qui élisent les administrateurs seront chargés du retrait. Le retrait déclencherait un processus de nomination prédéfini

Principe de fonctionnement



Qui vote : Modèle SO/ AC



CP4b Destituer les membres individuels du Conseil (NomCom)

Description

L'approche générale, conforme à la loi, est que l'organisme qui nomme est le même qui destitue. Cela est aussi applicable au NomCom.

Qui peut initier une pétition ?

Le processus communautaire ascendant serait en mesure de soulever la question. Un processus de suppression doit être déclenché par une pétition d'au moins deux SO ou AC (ou un groupe de parties prenantes de la GNSO). Une telle requête énoncerait les motifs pour lesquels le retrait a été demandé.

Pour quelles raisons peuvent-ils initier une pétition ? Les motifs de retrait présentés dans la pétition seraient examinés au sein des organisations du mécanisme communautaire. Le CCWG sollicite les commentaires de la communauté à cet égard et offre deux options pour considération :

1. les membres du NomCom au moment de la réception de la pétition prendront une décision.
2. un comité spécial du NomCom pourrait être mis en place pour traiter les demandes de retrait.

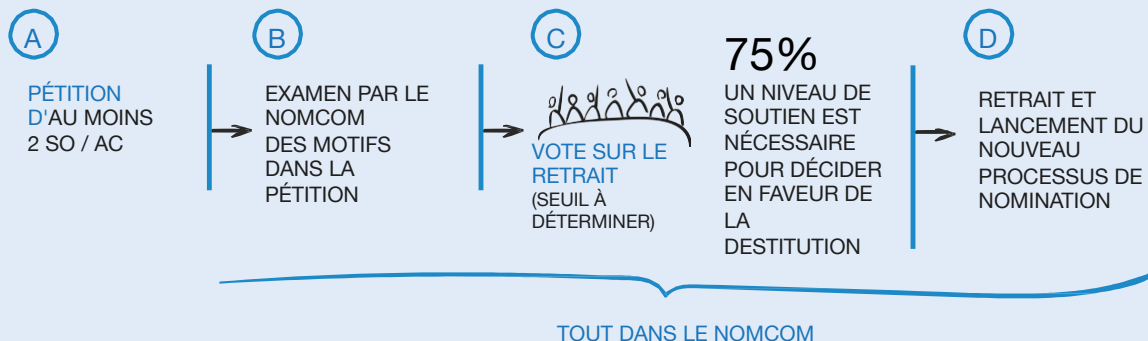
Ce qui est requis pour initier

Les organes de décision étant les SO, les AC ou le comité de nomination, le retrait nécessiterait un niveau [75 %] de soutien (ou équivalent) pour décider en faveur du retrait.

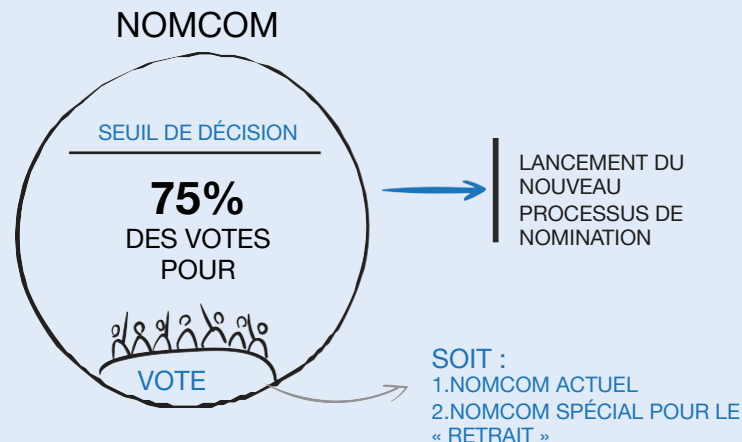
Limites établies pour éviter les abus

Les seuils de vote pour n'importe quel processus de destitution doivent être élevés de sorte à empêcher une utilisation irréflective du processus et d'assurer un mécanisme de dernier recours.

Principe de fonctionnement



Qui vote : Modèle du Comité de nomination



CP5 Rappeler l'ensemble du Conseil d'administration de l'ICANN

Description

Ce pouvoir permettrait à la communauté de causer le retrait de l'ensemble du Conseil de l'ICANN.

Qui peut initier une pétition ?

La communauté lancerait l'usage de ce pouvoir sur la pétition des deux tiers des SO ou AC à l'ICANN, avec au moins une pétition des SO et une pétition des AC.

Pour quelles raisons peuvent-ils initier une pétition ? Il peut y avoir des situations où le retrait d'un administrateur individuel de l'ICANN n'est pas considéré comme une réparation suffisante pour la communauté -- où un ensemble de problèmes sont devenus tellement enracinés que la communauté souhaite destituer tout le Conseil de l'ICANN dans une seule décision.

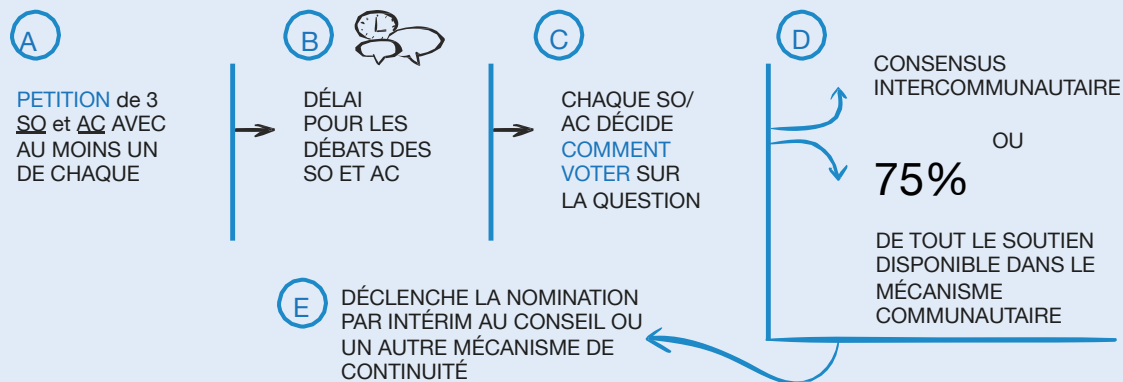
Ce qui est requis pour initier une pétition

Il serait préférable qu'une décision de ce genre soit basée sur le consensus intercommunautaire. Si ce consensus n'est pas évident, un seuil suffisamment élevé pour l'exercice de ce pouvoir, [75 %] de tout le soutien disponible au sein du mécanisme communautaire devra être établi pour l'appliquer.

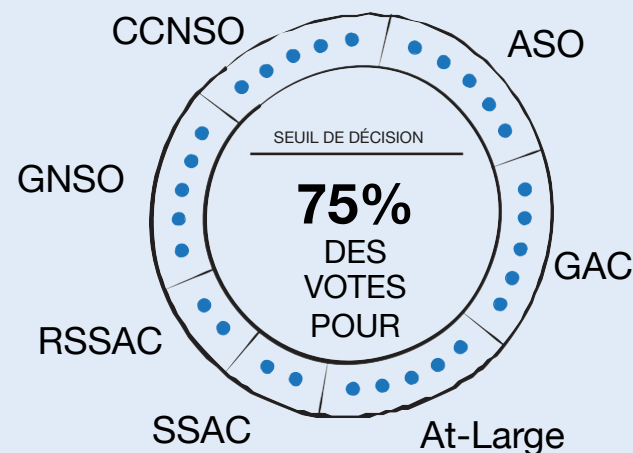
Limites établies pour éviter les abus

Le seuil élevé pour l'initiation a été choisi afin d'éviter que les SO ou AC empêchent le rappel du Conseil d'administration, mais également aussi élevé que possible pour que cela ne devienne pas impossible. L'exigence sur toute approbation ou désapprobation enregistrable doit éviter la non-participation en réduisant le seuil de décision effectif.

Principe de fonctionnement



Vote de l'ensemble de la communauté en coordination avec les membres



Modèle d'adhésion des SO/AC

De quoi s'agit-t-il ?

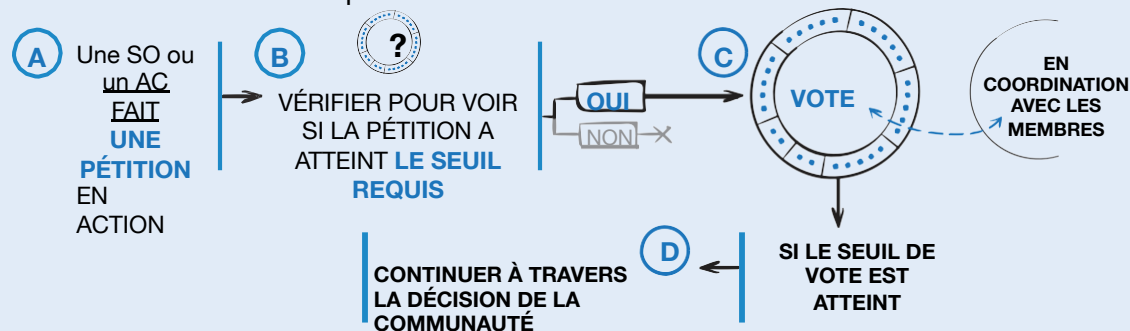
Le mécanisme communautaire décrit la structure juridique selon laquelle la communauté de l'ICANN peut imposer légalement les compétences communautaires recommandées par le CCWG-Responsabilité en vertu de la loi de la Californie.

Bref, les organisations de soutien (SO) et certains comités consultatifs (AC) pourraient former des associations sans personnalité morale pour devenir membres* (ou alternativement « Indicatifs ») de l'ICANN, en leur donnant un éventail de pouvoirs garantis en vertu de la loi de la Californie et les outils pour faire respecter leurs droits contre l'ICANN.

Cette modification n'aurait aucune incidence sur la manière d'opérer des participants à ces groupes. Elle n'introduirait pas non plus de nouveaux risques pour eux.

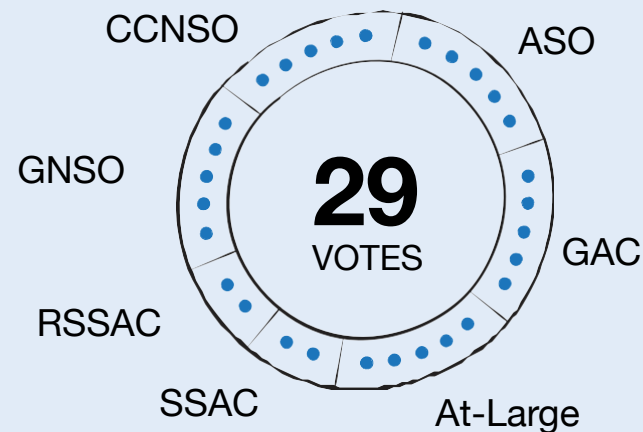
De quoi s'agit-t-il ?

Le processus communautaire ascendant serait en mesure de soulever la question, et le processus de pétition serait initié par une organisation de soutien (SO) ou un comité consultatif (AC). Cela pourrait ressembler à :



Influence dans le mécanisme communautaire

Les votes viennent des SO/AC de l'ICANN. Chaque SO/AC a un certain nombre de « votes » dans le mécanisme communautaire qui se prononcent sur les pouvoirs établis pour la communauté.



Association sans personnalité morale

Qu'est-ce qu'une association sans personnalité morale ?

Les associations sans personnalité morale sont les moyens par lesquels la « personnalité juridique » requise pour devenir un membre est établie. Elles seraient un véhicule pour que les SO et AC exercent ces pouvoirs d'adhésion. Ce sont des structures légères.

Pourquoi sont-elles importantes ? À quoi servent-elles ?

Les organisations de soutien de l'ICANN (SO) et les comités consultatifs (AC) formeraient chacun des associations sans personnalité morale, et par le biais de ces associations elles exerceraient des droits qu'elles obtiendraient en tant que « membres » de l'ICANN. Les organisations sans personnalité morale (SO et AC) deviendraient des membres, complètement liées à et sous le contrôle des SO / AC qu'elles représentent. Aucune tierce partie et aucun individu ne deviendront des membres de l'ICANN.

Quelles sont les conclusions ?

Pas de modifications au bénévole individuel de l'ICANN

Il n'y n'aurait aucun besoin pour que les individus ou les organisations modifient leurs modalités de participation à l'ICANN, ou aux SO et AC suite à la création de nouveaux « membres » ou « d'associations sans personnalité morale ». Les fonctions actuelles continueront d'être exercées comme à présent

La communauté peut exercer les droits d'un « membre » à travers ses SO / AC

Les organisations de soutien de l'ICANN et les comités consultatifs qui ont actuellement le droit d'élire les administrateurs du Conseil de l'ICANN (par opposition aux observateurs sans droit de vote) formeraient chacun des associations sans personnalité morale, et par le biais de ces associations elles exerceraient des droits qu'elles obtiendraient en tant que « membres » de l'ICANN.

Quoi de neuf ?

Le nouvel IRP

- prend des décisions contraignantes
- qui permettent la révision du fond et de la procédure de conformité
- est plus accessible en termes de qui a la qualité pour engager un IRP
- à moindre coût
- a un nouveau panel permanent de sept membres

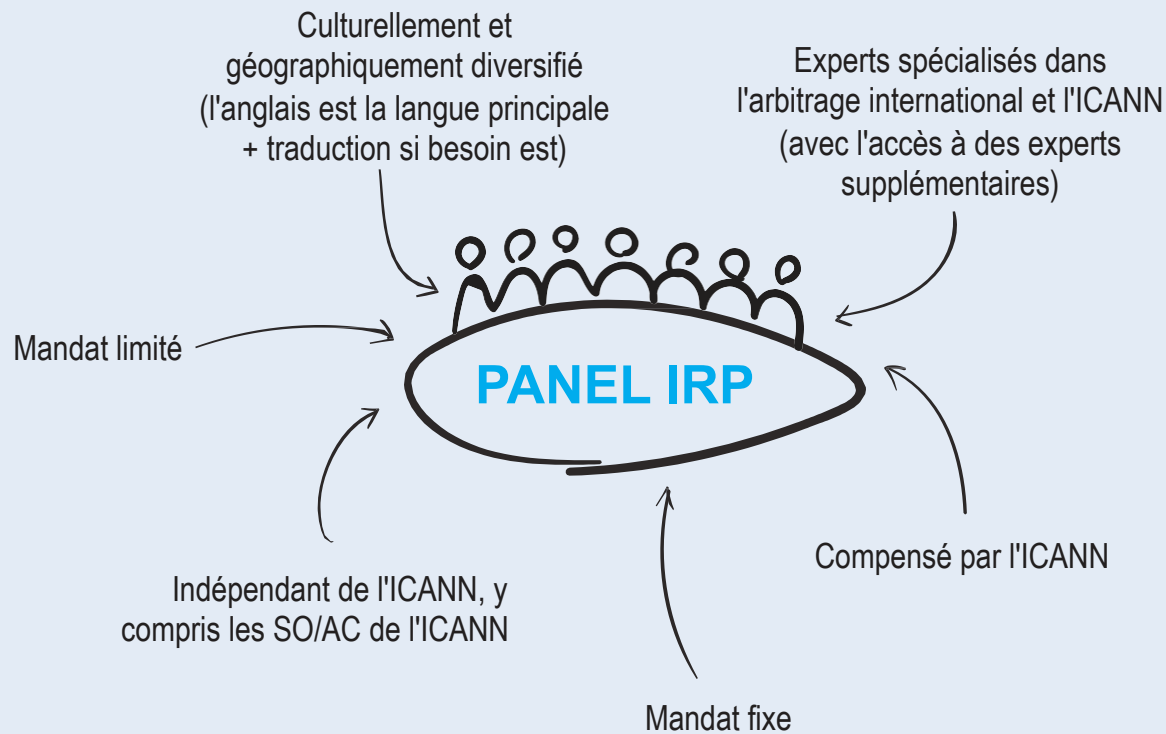


IRP Améliorations au processus de révision indépendante recommandées

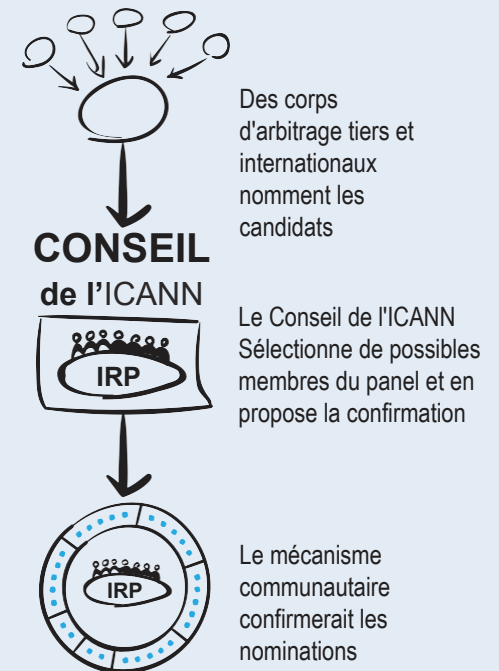
Le nouveau panel IRP

La base de la recommandation est un panel permanent de 7 membres responsable d'une fonction d'arbitrage/judiciaire totalement indépendante pour la communauté de l'ICANN.

Caractéristiques du panel



Processus de sélection des membres du panel



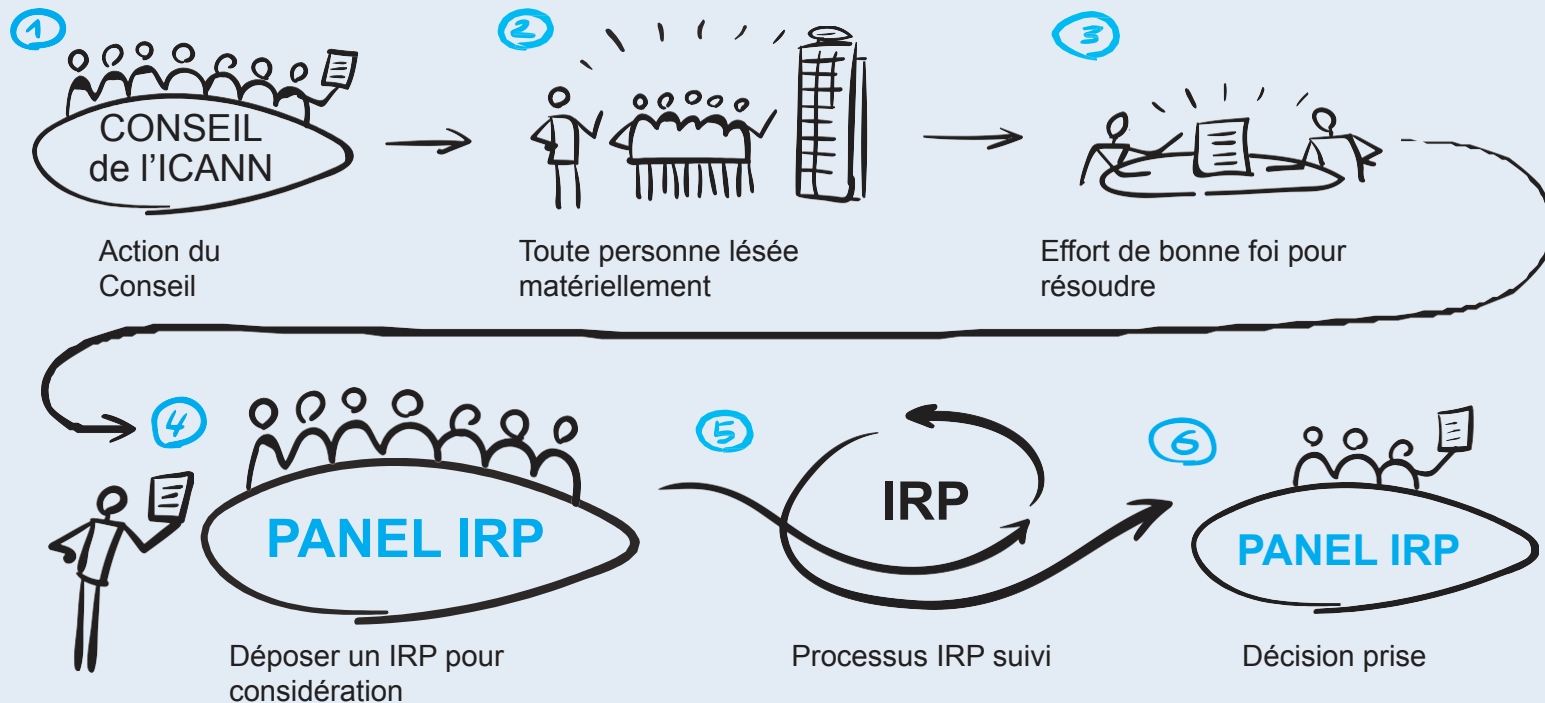
IRP Améliorations au processus de révision indépendante recommandées

Déposer un IRP

Qui peut demander un IRP ?

N'importe qui peut initier un IRP, si cette personne est matériellement affectée par des actions ou des inactions de l'ICANN, en violation de l'acte constitutif de l'ICANN ou de ses statuts, y compris les engagements énoncés dans la déclaration préliminaire de la mission, les engagements, les valeurs fondamentales et les politiques de l'ICANN.

Processus IRP



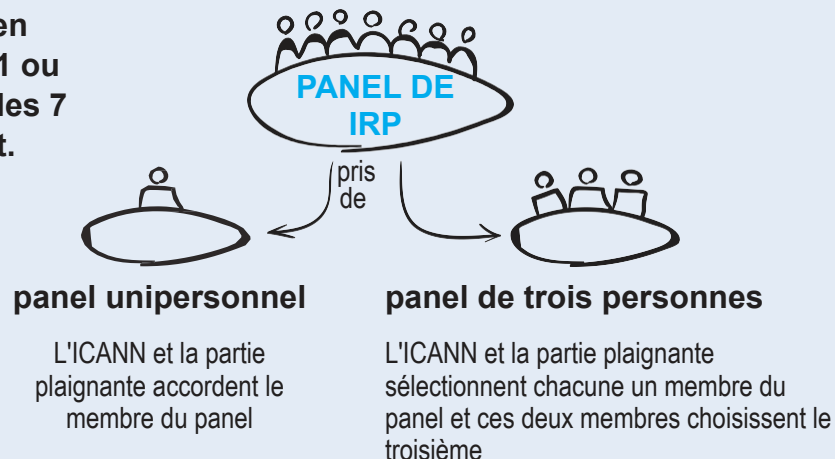
IRP

Améliorations au processus de révision indépendante recommandées

Décisions de l'IRP

Prendre des décisions

L'IRP se prononce en créant un panel de 1 ou 3 personnes parmi les 7 du panel permanent.



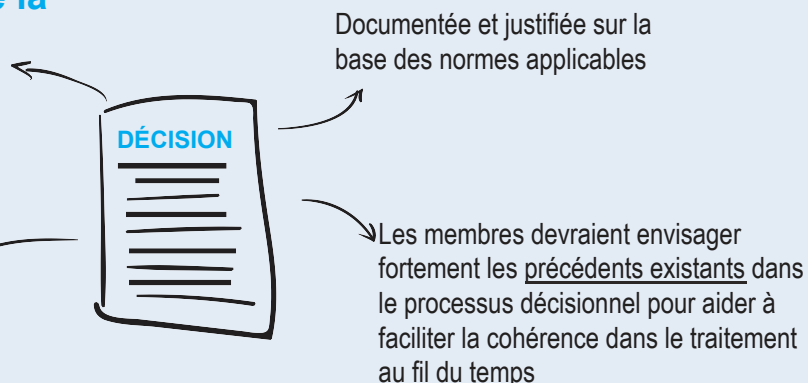
Décisions possibles

Les décisions possibles sont qu'une action (ou inaction) du viole l'acte constitutif de l'ICANN ou ses statuts, y compris les engagements énoncés dans la déclaration préliminaire de la mission, les engagements, et les valeurs fondamentales de l'ICANN.

Caractéristiques de la décision

Contraignante pour l'ICANN non susceptible d'appel (sauf de façon très limitée)

Prise en temps opportun



Réforme du processus de demande de réexamen

Qu'est-ce que la réforme du processus de demande de réexamen ?

Le CCWG-Responsabilité propose un certain nombre de réformes à la demande de l'ICANN pour le processus de réexamen en vertu desquelles le Conseil d'administration de l'ICANN est obligé de reconsidérer une décision / action / ou inaction récente du Conseil ou du personnel de l'ICANN.

Quelles sont les conclusions clés ?

Les lacunes de l'IRP existantes sont abordées pour faire en sorte que celui-ci devienne un moyen efficace pour augmenter la responsabilité de l'ICANN.

Pourquoi sont-elles importantes ? À quoi servent-elles ?

Les réformes clés proposées incluent :

- **fond** : l'élargissement de la portée des demandes admissibles pour inclure les actions ou inactions du personnel ou du Conseil qui contredisent la politique établie, la mission de l'ICANN, ses engagements ou valeurs fondamentales ;
- **objectifs** : élargir les types de décisions, offrir plus de transparence dans le processus de rejet et présenter au Conseil un droit raisonnable de rejeter les demandes frivoles ;
- **composition** : participation plus active des membres du Conseil, moins du département juridique ;
- **prise de décisions** : améliorations de la transparence, possibilité de réfutation ;
- **accessibilité** : la prorogation du délai pour le dépôt d'une demande de réexamen de 15 à 30 jours.

Révision à l'Affirmation d'engagements (AoC)

Affirmation d'engagements et CCWG

L'ICANN peut résilier ses obligations en vertu de l'AoC à tout moment. Le CCWG-Responsabilité propose d'inclure les révisions de l'AoC dans les statuts constitutifs de l'ICANN.

Les commentaires recueillis au cours des périodes de consultation de 2014 sur la responsabilité de l'ICANN ont proposé plusieurs voies pour que les commentaires de l'AoC soient ajustés lors de leur incorporation aux statuts constitutifs de l'ICANN :

- possibilité de réexamen au titre de leur expiration et créer de nouvelles révisions.
- les groupes de parties prenantes de la communauté devraient nommer leurs propres membres dans les équipes de révision.
- donner aux équipes de révision l'accès à tous les documents internes de l'ICANN.
- exiger que le Conseil de l'ICANN envisage d'approuver et de commencer la mise en œuvre des recommandations de l'équipe de révision, y compris les révisions précédentes.
- La décision du Conseil serait remise en cause à travers un réexamen amélioré et des processus IRP.

Quelles sont les conclusions ?

Les révisions constituent un mécanisme important pour s'assurer que l'ICANN comme organisation travaille pour son amélioration continue. Cette idée sera perpétuée au-delà de l'existence de l'AoC.

Exercices de simulation de crises

Qu'est-ce qu'un exercice de simulation de crises ?

Un élément essentiel de la Charte du CCWG-Responsabilité est celui de soumettre la responsabilité à des analyses de simulation de crises. Il s'agit d'un exercice de simulation, où un ensemble de scénarios plausibles sont utilisés pour évaluer les effets sur un système ou une entité.

Les 26 exercices de simulation de crises du CCWG ont évalué si la communauté dispose des pouvoirs nécessaires pour mettre en cause les décisions de l'ICANN en réagissant au scénario et tenir l'ICANN responsable de ses actions.

Pourquoi sont-elles importantes ? À quoi servent-elles ?

Le CCWG-Responsabilité a identifié 26 risques regroupés en 5 catégories d'exercices de simulation de crises :

- crise finale ou insolvabilité : L'ICANN deviendrait financièrement insolvable et ne disposerait pas de ressources pour répondre adéquatement à ses obligations
- omission de se conformer aux obligations opérationnelles : L'ICANN ne parvient pas à traiter le changement ou les demandes de délégation aux zones racine de l'IANA ou exécute un changement de délégation malgré les objections des parties prenantes
- action juridique / législative : L'ICANN peut faire l'objet de litiges en vertu des politiques existantes ou futures, de la législation ou des réglementations. L'ICANN tente de déléguer un nouveau TLD ou de redéléguer un TLD existant non conforme
- Omission de se conformer à la reddition de comptes : L'action d'un ou plusieurs membres du Conseil, du PDG ou du personnel est contraire à la mission ou aux statuts constitutifs. L'ICANN est capturée par un segment de parties prenantes
- Omission de se conformer à la reddition de comptes aux parties prenantes externes : L'ICANN modifie sa structure afin d'éviter l'obligation envers les parties prenantes externes. L'ICANN délègue, sous-traite ou renonce à ses obligations envers des tiers. L'ICANN fusionne ou est acquise par des tiers non responsables

Quelles sont les conclusions ?

Démontrer les améliorations à la responsabilité de l'ICANN

L'exercice de simulation de crises montre que les recommandations de la piste de travail 1 améliorent la capacité de la communauté de tenir le Conseil d'administration et la gestion responsables, par rapport aux mesures de responsabilité actuelles.

Lien avec le CWG-Supervision

Le CCWG-Responsabilité a reconnu qu'un engagement continu et étroit avec le CWG-Supervision est indispensable. Les aspects clés de la proposition du CWG-Supervision sont considérés comme étant subordonnés au résultat du CCWG-Responsabilité.

Le CWG-Supervision a officiellement envoyé une lettre au CCWG-Responsabilité le 15 avril fournissant des détails sur les éléments clés de sa proposition :

budget de l'ICANN

- Le CWG a demandé la transparence autour de la répartition des coûts liés aux fonctions IANA et appuie la proposition du CCWG pour que la communauté ait le pouvoir de réviser et de rejeter le budget de l'ICANN.

mécanismes de renforcement du pouvoir de la communauté

- Le CWG a signalé qu'il soutiendra les pouvoirs octroyés à la communauté et les mécanismes de responsabilité, notamment la capacité de réviser les décisions du Conseil d'administration de l'ICANN.

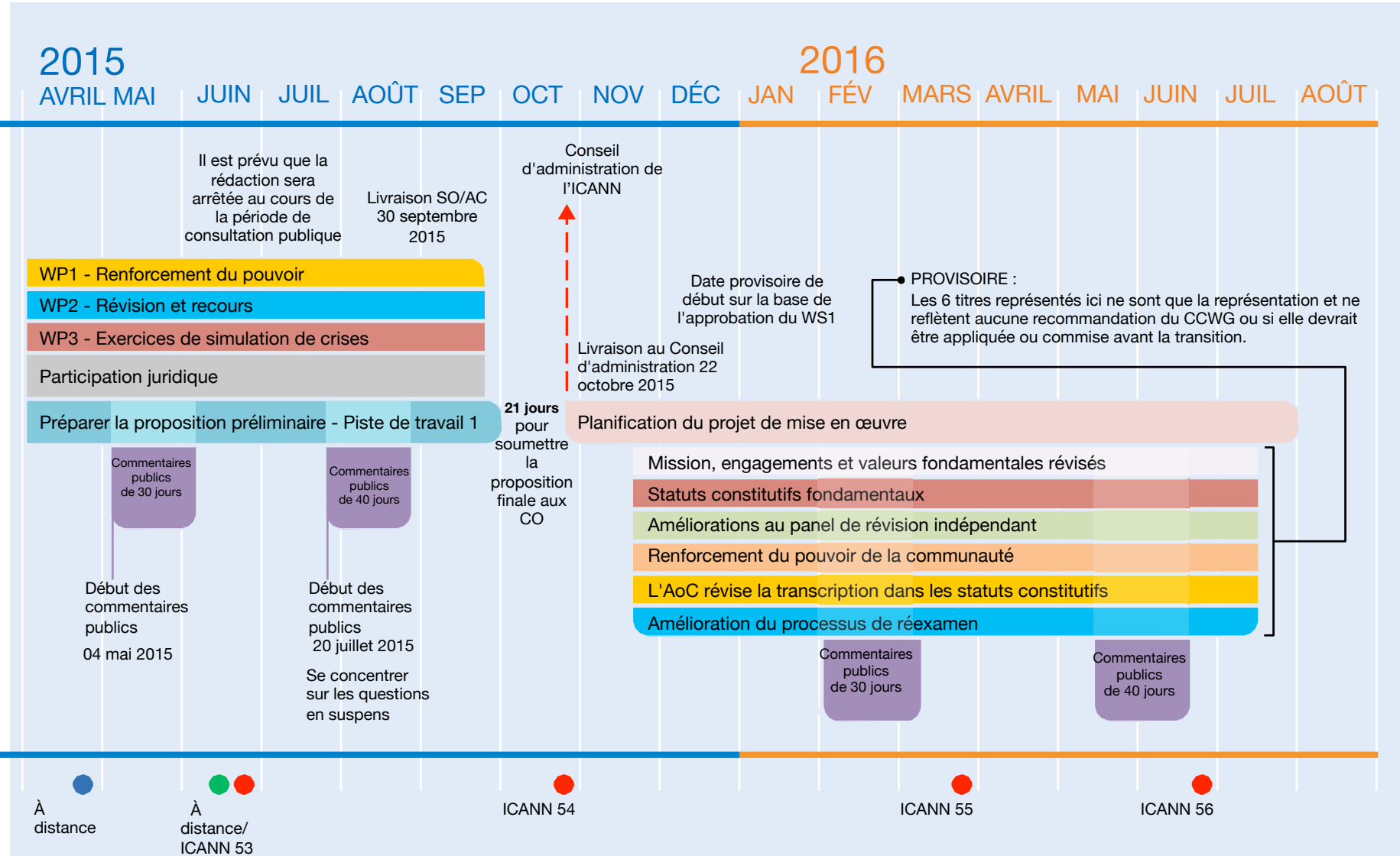
mécanismes de révision et de recours

- Le CCWG-Responsabilité a recommandé que la fonction de révision à l'IANA proposée par le CWG soit incluse dans les statuts de l'ICANN comme un statut fondamental.

mécanismes d'appel

- Le CWG considère l'IRP et d'autres processus de révision renforcés comme importants pour ses propositions et toute autre question pouvant impliquer l'IANA. Le CWG a demandé au CCWG de ne pas élaborer des mécanismes d'appel pour couvrir les questions relatives à la délégation et redélégation des ccTLD.

Calendrier et prochaines étapes



Questions/Réponses